Motion de MM. Jean-Pierre Lyon et Souhail Mouhanna: «Non aux salaires bloqués. Oui à des négociations avec les représentants du personnel pour d'autres solutions».

(acceptée par le Conseil municipal lors de la séance du 7 décembre 1999)

MOTION

Considérant:

- l'introduction des salaires bloqués entre 1997 et juin 2000 après de fausses négociations, cela au cours d'une séance entre le Conseil administratif et les organisations du personnel, avec une menace de supprimer 220 postes de travail si ce projet était refusé par le personnel de la Ville de Genève;
- que nous avons proposé, au sein de l'AdG (SolidaritéS - Indépendants), une modification de l'arrêté du Conseil administratif;
- que le blocage des salaires du personnel de la Ville de Genève doit être entièrement lié au budget 1998, soit du 1er janvier au 31 décembre 1998;
- que le Conseil administratif doit engager de véritables négociations avec les représentants du personnel, au cours de cette année, pour établir le budget 1999 avec de nouvelles bases pour une véritable démocratie.

Propositions de modifications des arrêtés faites en 1998:

«LE CONSEIL MUNICIPAL

vu l'article 30, lettres v) et w), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;
vu l'accord intervenu entre le Conseil administratif et le personnel,

arrête:

Arrêté I (modification)

Article premier. - L'application des articles 45 «Augmentations ordinaires» et 46 «Augmentations extraordinaires» du statut du personnel de l'administration municipale est suspendue du 1er janvier au 31 décembre 1998.

Du 1er janvier au 31 décembre 1998, les augmentations ordinaires ne sont plus versées au personnel; il en va de même des augmentations extraordinaires.

Art. 2. - L'application de l'article 56, alinéa 2, du statut du personnel, «13e salaire et Salaire progressif», est suspendue du 1er janvier 1998 au 31 décembre 1998.

Art. 3. - Le présent arrêté entre en vigueur avec effet pour 1998.

Arrêté II (modification)

Article premier. - L'application des articles 71 «Augmentations ordinaires» et 72 «Augmentations extraordinaires» du statut du personnel du Service d'incendie et de secours de la Ville de Genève est suspendue du 1er janvier au 31 décembre 1998.

Uniquement pour 1998, les augmentations ordinaires ne sont plus versées au personnel, il en va de même pour les augmentations extraordinaires.

Art. 2. - L'application de l'article 83, alinéa 2, du statut du personnel du Service d'incendie et de secours, «13e salaire progressif», est suspendue du 1er janvier 1998 au 31 décembre 1998.

Pour le personnel en activité avant le 1er janvier 1998, le taux du 13e salaire progressif atteint en 1997 s'applique pour 1998.

Art. 3. - Le présent arrêté entre en vigueur avec effet pour 1998.»

- que cette modification de l'arrêté proposée se faisait sur une année seulement et non sur trois ans et demi, la majorité de notre Conseil l'a refusée;
- que nous proposons d'engager, avec le nouveau Conseil administratif, des négociations véritables pour trouver d'autres solutions d'économie dans le budget de la Ville de Genève,

le Conseil municipal invite le Conseil administratif à engager des négociations constructives, cela dans les meilleurs délais, avec les deux organisations du personnel de la Ville de Genève, et à trouver dans d'autres domaines des économies budgétaires, cela dans l'intérêt de créer un climat social pour le personnel.